

Juste Terre!

n°98
MAI
2013

www.entraide.be

C'est comme un cauchemar dont on ne se réveille pas. On pense avoir touché le fond mais c'est de pire en pire... Pour les multinationales de l'agrobusiness, l'appât du gain et du grain n'a plus de limites. Elles veulent tout simplement acheter Mère Nature. Il faut, de toutes nos forces, sortir de cette logique mortifère et lutter aux côtés de celles et ceux qui tentent d'opposer le respect du bien commun à la toute-puissance de l'argent. Modestement, c'est ce qu'Entraide et Fraternité et ses sympathisants, comme ceux du plateau de Herve, tentent de faire.



Edito

Monsanto versus « les gens »

Il y a quelques mois, nous vous relations ici les attaques insensées que les lobbies de l'agro-industrie font subir à des associations de défense de la culture et de la commercialisation libres de semences maraîchères, notamment anciennes. Aujourd'hui, on apprend que ce même conglomérat de multinationales avec, à sa tête, la plus connue d'entre elles, Monsanto, tente, par tous les moyens possibles, de prendre le contrôle de notre alimentation en faisant breveter des fruits et légumes de tous les jours comme les concombres, les brocolis ou les melons !

Profitant des lacunes de la législation européenne en matière de brevets, la firme tente de s'arroger le droit de propriété intellectuelle de variétés pourtant cultivées depuis des siècles et obtenues de manière traditionnelle.

Le 3 avril 2013, Monsanto dont les semences alimentent 93% du soja, 88% du coton et 86% du maïs aux Etats-Unis, annonçait une hausse de 22% de ses bénéfices au deuxième trimestre 2013.

Mais, visiblement, ces gains ne lui suffisent pas... La firme américaine lance maintenant une campagne juridique sans précédent pour acheter des brevets sur nos fruits et légumes.

Saviez-vous qu'à elle seule, Monsanto détient déjà 36% des tomates, 32% des poivrons et 49% des choux-fleurs, sur les variétés enregistrées à l'UE ?

Un scénario digne d'un véritable film d'horreur prend doucement forme : celui d'un monde où l'alimentation, et donc la vie, seront contrôlées par quelques multinationales qui forceront les paysans ou les simples citoyens à verser des redevances exorbitantes pour exercer leur simple droit à cultiver et à se nourrir. Alors que pendant des milliers d'années, les hommes ont amélioré les techniques agricoles, ce patrimoine de l'humanité est en passe de tomber sous la coupe de quelques-uns qui, sous couvert d'innovation et de progrès scientifique, visent à s'approprier notre alimentation.

Il faut, de toutes nos forces, sortir de cette logique mortifère et lutter aux côtés de celles et ceux qui tentent d'opposer le respect du bien commun à la toute-puissance de l'argent. Modestement, à leur niveau, c'est ce qu'Entraide et Fraternité et d'autres organisations tentent de faire, notamment en soutenant des associations paysannes qui défendent l'agro-écologie et la diversité des semences...

■ **François Letocart**

Chargé de communication



Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

L'appât du grain : ça suffit !

Influençant le prix des denrées alimentaires, les politiques et la recherche scientifique, l'agrobusiness occupe une place de choix dans le paysage politique et alimentaire international. Pourtant, 70% de la production agricole mondiale sont d'origine paysanne. L'agrobusiness se lance, aujourd'hui, à la conquête de marchés échappant encore à sa domination. Il devient subitement « acteur de développement » en passe de s'imposer comme solution aux problèmes de la faim.

Entraide et Fraternité estime que les politiques ont un rôle à jouer dans la régulation de cet avènement ainsi que dans le soutien aux alternatives portées par les paysans et paysannes.

Le rapport de la FAO *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, publié récemment et portant sur les investissements, souligne que, dans les pays en développement, ce sont les agriculteurs qui investissent le plus dans l'agriculture. Pourtant, aujourd'hui, quand on parle d'investissement, on parle la plupart du temps d'investissements étrangers, de multinationales, d'agrobusiness, de révolution verte, de modèles agro-exportateurs, etc., jamais des agriculteurs ni des entrepreneurs locaux. Bien que ces investissements soient censés se faire en faveur des petits agriculteurs, dans la réalité, il s'agit, la plupart du temps, d'investissements par et pour les grands de l'agrobusiness au nom du développement.

Ce problème est particulièrement criant en Afrique. En effet, depuis 2004 et l'appel de Kofi Annan à une révolution verte « authentiquement africaine », l'Afrique déchaîne les passions des acteurs de l'agrobusiness (qui travaillent main dans la main avec les institutions internationales et autres acteurs de « développement ») : les plans, promesses et initiatives ne cessent de se multiplier. Authentiquement africaine ? Elle n'en a que le nom. Ce sont, à peu de choses près, les mêmes recettes que celles appliquées lors de la précédente « révolution verte » qui sont promues (recours généralisé aux engrais, pesticides et semences améliorées allant de pair avec la privatisation de ces marchés, spécialisation en vue d'exporter, industrialisation de la chaîne alimentaire, concentration croissante dans la chaîne alimentaire au profit des multinationales de l'agrobusiness...)¹.

De telles politiques mènent à la marginalisation de l'agriculture paysanne, participent activement à l'exode rural – dans des pays, comme en RDC et au Burundi, où environ 80% de la population vivent de l'agriculture et où il y a peu

d'emplois à pourvoir dans les services et l'industrie –, et ont des impacts environnementaux négatifs (épuisement des nappes phréatiques, assèchement, salinisation et stérilisation des sols, érosion...).

Les énergies et les capacités financières des acteurs du développement, des institutions internationales et des Etats devraient, au contraire, se concentrer sur les pre-



miers investisseurs – à savoir les agriculteurs eux-mêmes – qui sont ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les plus à même d'enrayer le problème de la faim de manière durable. Pour ce faire, **une attention particulière doit être portée à l'agriculture paysanne et aux techniques agro-écologiques** qui sont des éléments fondamentaux dans la lutte contre la faim, la pauvreté et le changement climatique. **La dimension du genre** nous paraît aussi importante car, en Afrique subsaharienne, « *les femmes produisent jusqu'à 80% des aliments de base et assurent 60% de l'économie parallèle, elles constituent 70% de toute la main-d'œuvre agricole et produisent 90% environ de la nourriture* », comme le soulignait la FAO en 2008.² Le soutien à l'agriculture paysanne familiale passe donc obligatoirement par la prise en compte des difficultés particulières touchant les femmes.

Les Etats devraient donc investir dans les infrastructures nécessaires au développement de l'agriculture locale (notamment en favorisant l'investissement des agriculteurs eux-mêmes : sécurisation des terres, stabilisation et amélioration des revenus – débouchés urbains, programmes de soutien à l'agriculture locale...) et dans les outils nécessaires à la protection de leurs agriculteurs. Il s'agit aussi d'appuyer la transformation et la commercialisation à l'échelle locale et nationale, par des agriculteurs/trices et des groupes d'agriculteurs/trices (type coopérative).

¹ Aux commandes de cette « nouvelle » révolution verte : Le Forum Economique Mondial, le G8, les fondations « philanthro-capitalistes » (de type AGRA, financé par la fondation Bill et Melinda Gates et la fondation Rockefeller, déjà à l'origine de la première révolution verte) et les diverses multinationales de l'agrobusiness qui, sous couvert de faire du développement et de lutter contre la faim et la pauvreté, s'accaparent de nouveaux marchés – avec l'appui, la légitimité et le financement des acteurs traditionnels du développement.

² FAO (2008), Egalité des sexes. Garantir une participation égale des femmes et des hommes ruraux au développement, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

Les politiques belges ont leur rôle à jouer, et ce, de diverses manières.

Au niveau du Parlement fédéral

- **Adopter une résolution visant à inclure la dimension du genre dans l'agriculture. La proposition de résolution concernant la prise en compte du genre dans la souveraineté alimentaire, déposée par Thérèse Snoy (9 mars 2011) et autres, nous paraît être une base idéale** pour ouvrir ce débat.
- **Fixer des conditions à toute entreprise belge ayant la volonté de s'implanter dans un pays en proie à des problèmes de sécurité alimentaire.** Les investissements, par exemple, ne doivent porter préjudice ni aux populations paysannes (déplacements, privation de terres et de ressources aquifères) ni à la sécurité alimentaire du pays (déforestation, transformations d'étendues arables dont la production était destinée auparavant au marché alimentaire local en terres dont la production est vouée à l'exportation...). Afin de vérifier le respect de ces conditions, des études d'impact indépendantes devraient être réalisées au préalable.
- Veiller à ce que la production relative à tout investissement agricole, dans un pays souffrant d'insécurité alimentaire répondant aux critères susmentionnés, soit destinée au marché local et/ou national.
- Prendre des mesures adaptées (lois, résolutions, interpellation du gouvernement) pour proscrire toute aide publique (BIO, Ducroire, AWEX, SBI...) pour des projets d'investissement à l'étranger visant l'acquisition de terres à grande échelle et la prise de contrôle sur les ressources naturelles aux dépens des populations locales, ou de tout autre projet qui mettrait à mal la sécurité alimentaire des populations locales.

Au niveau des communes, provinces et régions

Reconnaître le caractère global des enjeux auxquels l'agriculture et nos systèmes alimentaires doivent faire face à l'heure actuelle. Cela implique une nécessaire persévérance dans la mise en œuvre, **tant au Sud que chez nous**, d'un système alimentaire et agricole juste, éthique et équitable, capable de répondre aux défis actuels (la justice sociale, la santé, la préservation des ressources, l'emploi...) et aux défis à venir (raréfaction des ressources pétrolières et bouleversements climatiques).

Nous recommandons donc :

- D'utiliser les moyens à la disposition des communes et provinces pour sensibiliser les citoyens à une alimentation saine et locale ;
- De favoriser les circuits courts par la mise à disposition de locaux à des Groupes d'Achats Communs (GAC) et/ou des producteurs fournissant des paniers bio aux particuliers ;
- De généraliser l'utilisation de produits sains produits localement dans les cantines, hôpitaux, maisons de retraites... et assurer ainsi des débouchés aux producteurs de proximité ;
- De développer des jardins collectifs dans les espaces verts appartenant à la commune/province/région/CPAS afin d'y implanter des cultures maraîchères gérées en partenariat avec des associations locales de lutte contre la pauvreté, des écoles, des institutions locales (CPAS...), des citoyens volontaires, des jeunes ayant la volonté de s'installer...
- De penser l'aménagement urbain en y incluant des zones vertes publiques et des jardins et potagers collectifs/publics et veiller à ce qu'aucun nouveau projet (urbanistique, immobilier...) ne se fasse au détriment de terres agricoles ;
- De permettre l'installation de nouveaux/nouvelles paysans/paysannes par la location de terres achetées/possédées par les CPAS, les communes, les provinces et les régions ;
- De rédiger (ou d'actualiser) de nouveaux « schémas de structure communaux » (SSC) en veillant à inclure les défis futurs (en termes écologiques, économiques, de déplétion des ressources énergétiques traditionnelles, de relocalisation d'une partie du système alimentaire...). Veiller à inclure la population, les organisations, associations et mouvements locaux et paysans dans la rédaction de ces schémas.

■ **Carmelina Carracillo**

Responsable du Service Politique



Solidari'fête : « Les fruits de la terre sont pour tous ! »

Le dimanche 3 mars 2013, l'équipe de l'Unité pastorale de Welkenraedt, renforcée par des volontaires de tout le doyenné du plateau de Herve, invitait le public de la région à venir fêter la solidarité. Un carnaval des affamés a terminé la journée avec des revendications pour plus de justice sociale.

Dès 10 heures, environ 200 personnes sont déjà présentes à la célébration qui ouvre la journée. La messe, engagée, donne directement le ton. Prières et textes rappellent le système qui broie les paysans au Nord comme au Sud. Après la diffusion d'une vidéo d'Entraide et Fraternité sur les dérives de l'agrobusiness, les participants sont invités à réfléchir, par petits groupes, sur le monde et l'agriculture qu'ils désirent et à déposer, ensuite, dans un panier, leurs vœux, leur message de solidarité et leurs idées. Louis Karhebwa, membre du Comité Anti-Bwaki, une association congolaise partenaire d'Entraide et Fraternité, témoigne alors de la situation dans son pays et du travail mené par les groupes locaux. La célébration, déjà rythmée par une chorale très en forme, se clôture au son du tambour burundais.



Dominique témoigne : « J'ai vraiment apprécié la messe. Ce fut un moment où l'on sentait que l'on était ensemble pour un renouveau, pour le changement. Quand on est réuni comme ça, on sent que l'on peut changer le monde. L'église était remplie de gens qui disent « non, on est pas d'accord avec l'évolution du système ! » C'est fort ! Je pense que l'Église doit pouvoir servir ça ! »

L'après-midi, enfants et adultes se séparent. Les 120 enfants participent à six ateliers sur l'Afrique des Grands Lacs avec, notamment, des animateurs des Patros très motivés. Environ 120 adultes se retrouvent pour une conférence-débat. C'est Manuel Eggen, chargé de recherche et de plaidoyer à FIAN, qui prend d'abord la parole. Sa présentation de l'agrobusiness et, surtout, de ce qu'est le droit à l'alimentation laisse le public attentif et silencieux.

Ensuite, Louis explique comment, grâce à l'aide du Comité Anti-Bwaki soutenu par Entraide et Fraternité, il a pu lancer sa petite entreprise de fabrication artisanale de vin de canne à sucre, chez lui, dans le Kivu. Louis souligne combien l'agro-écologie est importante et permet aux communautés paysannes d'améliorer leur sort tout en restant indépendantes et autonomes. Les questions n'ont alors pas manqué car le public est intéressé et

mobilisé. Ici, beaucoup de gens connaissent des agriculteurs. Certains le sont et ont su nous interpeller, comme Luc Hollands, du MIG (un groupement laitier belge). Ici, on comprend encore mieux pourquoi il est si important que les paysans du Sud et du Nord se battent ensemble puisqu'ils ont les mêmes ennemis : les multinationales qui ne travaillent que pour le profit, aux dépens des êtres humains, de l'économie locale, du tissu social et de la terre.

Le carnaval des affamés de justice

La journée ne pouvait pas se terminer sans un geste symbolique fort : le carnaval des affamés de justice, au rythme du tambour burundais. Cette année, on peut dire que le groupe des organisateurs n'a pas économisé son énergie et sa créativité ! Deux superbes chars, tirés par des tracteurs, ont emmené en cortège la joyeuse troupe des solidari'fétards à travers Welkenraedt pour aller réveiller les consciences et faire du bruit pour une agriculture plus juste et plus humaine. Sur le premier char, celui de nos amis de Fairebel, trônait la désormais célèbre vache aux couleurs de la Belgique. Sur les panneaux, on pouvait lire des slogans engagés à destination des responsables politiques.

Le second char représentait la balance de la justice. La balance penchait du côté de l'injustice et des multinationales avec leurs lingots d'or représentant les profits, l'agrobusiness, la faim, la pollution, la malbouffe et la société de consommation. Le côté de la justice était représenté par une agriculture à visage humain, des produits locaux et de qualité, le droit de se nourrir, l'échange de savoir et le respect de la terre. Ce côté de la balance nous rappelait que « les fruits de la terre sont pour tous ». C'est certain, cette nouvelle édition de la Solidari'fête a fait circuler une belle énergie, a rechargé les batteries d'une mobilisation qui va se poursuivre mais a donné aussi l'envie d'en savoir plus et de se bouger...



Chantal : « Une journée comme celle-là, c'est vraiment utile parce que l'on prend conscience du monde tel qu'il est et en plus on essaye de contribuer au changement. Et même si ce n'est qu'une goutte d'eau, c'est déjà ça ! »

Jean-Yves Buron

Animateur Entraide et Fraternité/Liège

Depuis un an, le Forum Solidarité a vu le jour pour Baelen, Membach, Henri-Chapelle et Welkenraedt. Le bureau d'Entraide et Fraternité/Liège suit, avec une grande attention, ce regroupement de treize associations locales de solidarité qui se préoccupent, entre autres, de la question de l'agriculture locale, en Belgique et dans le Sud.

Les volontaires du Forum Solidarité ont évidemment apporté leur précieux concours à la réussite de la Solidari'fête.

Juste Terre ! Publication commune ENTRAIDE ET FRATERNITÉ et VIVRE ENSEMBLE EDUCATION ASBL

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 - F 02 217 35 59 | entraide@entraide.be | www.entraide.be

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Collaboration F. Letocart | Maquette et Impression Unijep

éditeur responsable Angelo Simonazzi | Compte Entraide et Fraternité asbl - BE68 0000 0000 3434 | Compte Action Vivre Ensemble asbl - BE34 0682 0000 0990

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.